

Le Sahel

Ma visite à Ouagadougou devait forcément comporter une dimension régionale, puisque c'est dans cette capitale que se trouve le siège du Comité Inter-Etats pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), que le président de la Haute-Volta, le Général Sangoulé Lamizana, est président en exercice du CILSS et que le ministre voltaïque du Plan et du Développement rural, M. Dakouré, agit comme coordinateur de ce comité.

La Chambre sait que le Canada s'intéresse vivement au relèvement économique de cette région d'Afrique, durement éprouvée ces dernières années par la sécheresse. C'est ainsi que mon prédécesseur, après avoir organisé d'urgence un programme d'aide alimentaire pour éviter que la population des pays du Sahel ne soit décimée, s'engageait en mai 1974, au nom du Gouvernement canadien, à contribuer à la réhabilitation et au développement agricoles des "marches" du Sahara, ces contrées -- des pâturages surtout -- qui s'étendent en arc depuis le Sénégal jusqu'au Soudan. Ces engagements, qu'exécutera l'ACDI dans les pays sahéliens -- Haute-Volta, Mali, Mauritanie et Tchad -- totaliseront environ 80 millions de dollars au cours des cinq prochaines années et s'ajouteront aux quelque 60 millions de dollars déjà affectés aux programmes quinquennaux